CONSEIL D'ÉDUCATION, DISTRICT SCOLAIRE FRANCOPHONE SUD

46e assemblée ordinaire
Le mercredi 1er février 2017

Procès-verbal de la 46e assemblée ordinaire du Conseil d'éducation du District scolaire francophone Sud qui s'est tenue le mercredi 1er février 2017, de 18 h 30 à 21 h 57, à l'école Anna-Malenfant, 500 rue Centrale, Dieppe

PRÉSENCES

Conseil d'éducation

Monsieur Réal Allain
Madame France Bourque
Monsieur Michel Collette
Monsieur Gilles Cormier
Monsieur Michel Côté
Monsieur Éric Demers
Monsieur Paul Demers, président
Madame Renée Gaudet
Monsieur Marc LeBlanc, vice-président
Monsieur Willy Wilondja

District scolaire francophone Sud

Madame Monique Boudreau, directrice générale et secrétaire du CED
Madame Sylvie Dallaire, directrice des ressources humaines
Monsieur David Després, directeur des services administratifs et financiers
Madame Nathalie Kerry, directrice exécutive à l'apprentissage
Madame Marie-Josée Lagacé, directrice des services de soutien à l'apprentissage
Monsieur Steve Lapierre, directeur des affaires publiques et relations avec la clientèle
Madame Charline Morrison, directrice des services à la petite enfance
Madame Annick Thomas, adjointe à la direction générale

ABSENCES

Monsieur Roger Martin
Madame Isabelle Savoie, directrice exécutive à l'apprentissage

Présentation : Projets entrepreneuriaux de l'école Anna-Malenfant

Le directeur de l'école, monsieur Yves Laplante, présente les deux groupes d'élèves de 4e et 5e qui à leur tour partagent des projets entrepreneuriaux de l'école. Le premier projet portait sur la fabrication de rouleaux fruités et le deuxième, sur la préparation de jus santé « Les boissons fruitastiques ». Les élèves offrent des échantillons aux membres. Ces projets ont été élaborés en collaboration avec l'agente communautaire, madame Louiselle Poitras.

Le président remercie les élèves Laurent Dupuis et Mireille Léger Casas de 4e année, Benjamin Maillet et Sophie Melanson de 5e année de leur présentation ainsi que la direction d'école et l'agente communautaire.

Présentation matière pédagogique : Partenaire – GACEF

Le conseiller Wilondja fait une présentation en lien avec la raison d'être du GACEF, son mandat ainsi que son but.

Le président remercie monsieur Wilondja de sa présentation.

Un conseiller questionne à savoir s'il existe un répertoire du nombre de projets approuvés par le GACEF dans les différents territoires des districts francophones. La directrice générale présentera ce rapport lors d'une prochaine rencontre. Celle-ci souligne que l'évaluation des projets, effectuée auparavant par les membres du GACEF, sera dorénavant faite par un comité indépendant afin d'assurer l'impartialité dans le choix, la distribution des fonds et les normes des fonds d'appui.

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le président ouvre la séance à 19 h 15 en souhaitant la bienvenue aux personnes présentes. Il souligne, avec tristesse, le décès du collègue et ancien président du CED Nord-Est, monsieur Jean-Guy Rioux. De plus, il partage des pensées de solidarité envers les personnes sinistrées du Nouveau-Brunswick à la suite de la tempête de verglas du 24 janvier et partage sa stupeur à la suite des attentats terroristes survenus à Québec, plus tôt cette semaine. Par respect pour les personnes touchées, il demande aux membres d'observer une minute de silence.

Il invite les membres à prendre connaissance de la réflexion du mois.

2. CONSIDÉRATION ET ADOPTION DE L'ODRE DU JOUR ET ABSENCES MOTIVÉES

Le président avise l'assemblée que monsieur Roger Martin a motivé son absence. Les membres se réfèrent à l'ordre du jour qui figure au cahier de la réunion. Les points suivants ont été ajoutés :

- 8.8 Sommet sur l'éducation 2017
- 8.9 Programme croisé de l'école Amirault
- 9.3 Suivi sur l'inondation à l'école LJR

2017-02-01 – CED – DSF-S – 427

Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu d'adopter le projet d'ordre du jour de la réunion tel qu'il a été modifié. (Eric Demers, Gilles Cormier)

Unanimité

Présentation : Projets entrepreneuriaux – école Anna-Malenfant
Présentation : Matière pédagogique – Partenaire GACEF

1. Ouverture de la séance
2. Considération et adoption de l'ordre du jour et absences motivées
3. Déclaration de conflits d'intérêts
4. Considération et adoption du procès-verbal (11 janvier)
5. Questions découlant du procès-verbal (11 janvier)
6. Politiques
   - 6.1 Méthode de gouverne
     - a) Comité de la gouvernance et des politiques
   - 6.2 Limites de la direction générale
     - a) Rapport de vérification de la Politique 3.5 – Protection des actifs
     - b) Révision de la Politique 3.5 – Protection des actifs
7. Participation publique
   - a) Présentation Marc Henrie : Projet innovateur d'un Centre scolaire communautaire rural
   - b) Questions du public

   Pause
8. Points d'information de la présidence et des conseillers
   - 8.1 École Mgr-Marcel-François-Richard
   - 8.2 Rencontre des présidents
   - 8.3 PLOE
   - 8.4 Rapport – Domaine de la petite enfance
   - 8.5 Ouverture école Les Éclaireurs
   - 8.6 Clair 2017
   - 8.7 Fédération des conseils d'éducation du Nouveau-Brunswick (FCENB)
   - 8.8 Sommet sur l'éducation 2017 *(ajout)*
   - 8.9 Programme croisé de l'école Amirault *(ajout)*
9. Points d'information de la direction générale
   - 9.1 Rapport financier – DSF-S
   - 9.2 Rapport financier – CED
   - 9.3 Suivi sur l'inondation à l'école LJR *(ajout)*
10. Affaires nouvelles
11. Date et lieu de la prochaine réunion ordinaire
12. Levée de la séance

3. Déclaration de conflits d'intérêts

Le président demande s'il y a des membres qui ont des conflits d'intérêts au sujet de certains points à l'ordre du jour. Aucun membre n'a déclaré de conflit d'intérêts.

4. Considération et adoption du procès-verbal de la 45e réunion du CED (11 janvier 2017)

2017-02-01 – CED – DSF-S – 428

Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu d'adopter le procès-verbal de la 45e réunion ordinaire du CED tel qu'il a été présenté. (Gilles Cormier, Marc LeBlanc)

Unanimité (1 abstention)

5. QUESTIONS DÉCOULANT DU PROCÈS-VERBAL (11 janvier 2017)

Les sujets traités par le Conseil d'éducation lors de la 45e assemblée ordinaire ont donné lieu aux suivis que voici :

a) *5 c) Présentation au CED sur les projets d'infrastructure* : La présentation de monsieur André Paulin se fera lors de la séance de travail le 1er mars.

b) *5 d) Présentation du Centre communautaire de Miramichi* : La présentation de monsieur Marc Allain, directeur général du Carrefour communautaire Beausoleil Inc. se fera lors de la réunion publique du 5 avril à Ste-Marie-de-Kent.

c) *7.1 a) Comité de planification des installations scolaires* :

- *Devis pédagogiques – École Arc-en-ciel et projet mi-vie à Louis-J.-Robichaud* : une lettre a été envoyée au ministre Brian Kenny le 12 janvier 2017 pour l'aviser que le CED du DSF-S a accepté les devis pédagogiques de l'École Arc-en-ciel ainsi que le projet mi-vie à Louis-J.-Robichaud (lettre ci-jointe). Pour ce qui est de la participation d'un membre du CPAÉ et du CED au comité de devis pédagogique et des devis architecturaux du projet mi-vie, la directrice générale a discuté de ce point avec le sous-ministre, monsieur Gérald Richard. Celui-ci est d'accord que ces deux membres s'ajoutent au comité.

- *Formation d'un comité pour nommer la nouvelle école de Rogersville* : une lettre a été envoyée au ministre Brian Kenny le 24 janvier 2017 l'informant de la formation d'un comité pour nommer la nouvelle école de Rogersville et que le conseiller Roger Martin représentera le CED au sein de ce comité (lettre ci-jointe).

d) *7.1 c) Comité de l'AGA du CED* : un appel de proposition a été envoyé aux écoles le 23 janvier 2017 afin d'obtenir les candidatures des communautés d'écoles qui souhaiteraient devenir hôte de la Célébration 2017 du DSF-S (document ci-joint).

e) *11.2 Nomination au Sénat* : un formulaire de mise en candidature a été complété et signé par le conseiller Michel Côté pour recommander la nomination de monsieur Willy Wilondja au Sénat.

f) *Correspondance* :

- Lettre de la FCENB : intégration des élèves des Premières Nations dans les écoles francophones.

Cette lettre a engendré une certaine confusion au sein du Conseil en lien avec l'interprétation de la demande de la Fédération au CED visant à mettre en place une politique en lien avec le dossier des Premières Nations. Le président indique qu'il y a présentement des changements apportés au niveau des programmes d'études concernant l'intégration des Premières Nations et la directrice générale confirme ce fait. Un des représentants du CED à la FCENB précise que ce dossier a été identifié comme une des priorités de la Fédération. Ainsi, la Fédération a écrit cette lettre afin de souligner l'importance du dossier et demander aux trois CED francophones de se positionner sur cet enjeu important. Un conseiller propose que la discussion sur les Premières Nations se poursuive au comité de la gouvernance et des politiques. Cependant, à la lumière des discussions, le conseiller retire sa proposition. Les membres du Conseil délèguent les trois représentants de la FCENB d'aller chercher des précisions concernant l'intention de cette lettre lors de leur prochaine rencontre.

- Lettres de la FCENB : copies des lettres envoyées aux autres districts francophones concernant la question des garderies bilingues.
- Lettre du CED francophone Nord-Ouest : dossier des garderies bilingues.

Des questions ont été soulevées quant au contenu de la lettre du CED francophone Nord-Ouest qui suggère au CED du DSF-S de soumettre la question des garderies bilingues à l'AGA de juin 2017. Même si le CED Nord-Ouest ne désire pas se prononcer sur la question pour le moment, le CED du DSF-S va tout de même poursuivre ses démarches et avancer dans ce dossier qu'il considère très important. Ce dossier sera également soumis lors de la prochaine AGA de la FCENB afin de proposer que celui-ci devienne une des priorités de la Fédération.

Point 11.1 : Un conseiller a demandé un suivi aux démarches effectuées par rapport au recrutement de personnel en milieu minoritaire depuis la dernière réunion. La directrice générale a indiqué que plusieurs actions concrètes ont été mises de l'avant, dont l'affichage de postes vacants sur le site Web d'affichage national qui se nomme « apply to education » (http://home.applytoeducation.com/). La directrice des ressources humaines a indiqué que de la promotion sera faite dans les radios communautaires locales mais aussi hors province, entre autres en Nouvelle-Écosse et dans la région du Bas-Saint-Laurent. Une foire à l'emploi se tiendra bientôt dans les régions de Miramichi, Saint-Jean et Fredericton. Le DSF-S se rendra rencontrer les finissants en éducation à l'Université de Moncton et des entrevues sur place auront lieu au Salon carrière de l'Université de Moncton. La directrice générale ajoute que deux personnes contractuelles ont été embauchées à temps partiel pour appuyer au niveau de l'accueil et de l'intégration des immigrants ainsi qu'en francisation au Centre-Scolaire-Samuel-de-Champlain.

6. Politiques

6.1 Méthode de gouverne

a) Comité de la gouvernance et des politiques

Le Comité de la gouvernance et des politiques s'est réuni le 30 janvier 2017. Le président a fait un compte-rendu de cette rencontre et les membres du Conseil ont passé en revue les changements proposés à la politique 1.8, la politique 3.1 ainsi que la politique 3.10.

Politique 1.8 – section 1.8.9 : les membres du comité ont pris bonne note des modifications suggérées. Une version révisée sera présentée lors de la prochaine réunion.

Politique 1.8 – section 1.8.11 e) et 1.8.11 f) : les ajouts proposés à la section 1.8.11 se lisent comme suit :

« 1.8.11 e) Lors d'un huis clos, le public et le personnel seront exclus, sauf si le Conseil demande la présence de certains membres du personnel. »

2017-02-01 – CED – DSF-S – 429

Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu d'adopter les changements proposés par le comité à la Politique 1.8 – section 1.8.11 e) (Michel Côté, Gilles Cormier)

Unanimité

« 1.8.11 f) Les votes se donnent habituellement à main levée. Le vote par scrutin sur une question particulière peut être réclamé et sera accordé si un membre présent le demande. »

2017-02-01 – CED – DSF-S – 430

Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu d'adopter les changements proposés par le comité à la Politique 1.8 – section 1.8.11 f) (Michel Côté, France Bourque)

Adopté à la majorité (en faveur 6, contre 3 : Gilles Cormier, Marc LeBlanc, Renée Gaudet)

Politique 3.1 : le changement proposé à la section 3.1.1 se lit comme suit : « *Ne tolère pas que le budget contienne trop peu d'information pour que l'on puisse établir une projection crédible des revenus et des dépenses et établir les mouvements de trésorerie afin de rencontrer les hypothèses de planification.* »

2017-02-01 – CED – DSF-S – 431

Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu d'adopter les changements proposés par le comité à la Politique 3.1 – section 3.1.1 (Michel Côté, Michel Collette)

Unanimité

Politique 3.10 : le changement proposé à l'introduction de la politique se lit comme suit : « *La direction générale ne doit pas tolérer que le système de transport des élèves ne soit pas linguistiquement homogène, sécuritaire, équitable et n'utilise pas les ressources de façon judicieuse*. » Ceci signifie qu'on ne tolérera aucune exception.

2017-02-01 – CED – DSF-S – 432

Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu d'adopter les changements proposés par le comité à la Politique 3.10 (Michel Côté, France Bourque)

Unanimité

6.2 Limite de la direction générale

a) Rapport de vérification de la Politique 3.5 – Protection des actifs

Tel qu'il a été convenu dans le calendrier d'évaluation des politiques, la directrice générale a présenté un rapport en lien avec la Politique 3.5 – Protection des actifs.

Un conseiller a demandé des précisions par rapport au terme « Quasi accident ». La directrice générale a donné l'explication et a indiqué que ce terme est utilisé par Travail sécuritaire NB. Elle a ajouté que nous avons fait l'embauche de spécialistes pour l'inspection des machines dans les cours de métiers.

Un conseiller a demandé des précisions par rapport à la « propriété intellectuelle ». La directrice générale a indiqué qu'elle va vérifier la notion de droits d'auteur pour le prochain rapport.

2017-02-01 – CED – DSF-S – 433

Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu que le Conseil accepte le rapport préparé par la directrice générale parce qu'il juge que l'interprétation qu'elle a faite de la Politique 3.5 est raisonnable. (Michel Côté, Gilles Cormier)

Unanimité

Le président avise l'assemblée que le conseiller Réal Allain doit quitter la réunion dû à un autre engagement.

7. Participation publique

a) Présentation : Projet innovateur d'un Centre scolaire communautaire rural

Monsieur Marc Henrie, président du comité de sauvegarde de l'école St-Paul, a fait une présentation en lien avec un projet de Centre scolaire rural multifonctionnel dans la région de St-Paul. Le Conseil fera un suivi à la présentation.

b) Questions du public

Il n'y a pas eu de questions du public.

8. Points d'information de la présidence et des conseillers

8.1 École Mgr-Marcel-François-Richard

Le 10 janvier dernier, le président a participé à une rencontre avec les directions et directions adjointes des écoles Marée Montante et Mgr-Marcel-François-Richard, afin de discuter des prochaines étapes du projet de fusion de ces deux écoles. Par la suite, il y a eu visite de l'école en compagnie du sous-ministre, de la direction générale, du directeur des services administratifs et financiers ainsi que du responsable des installations scolaires.
Le président a fait un compte-rendu de cette rencontre ainsi qu'un bref résumé de l'audioconférence du 20 janvier 2017. Lors de la prochaine année, on effectuera des travaux dans le but de réaménager les installations de l'école amalgamée.

8.2 Rencontre des présidents

Le président a fait un compte-rendu de la rencontre tenue le 18 janvier dernier. Il a invité les membres à prendre connaissance du document « Protocole d'entente entre les conseils d'éducation du Nouveau-Brunswick (CED) et la Fédération des conseils d'éducation du Nouveau-Brunswick (FCENB) ».

Un conseiller a demandé un suivi à la demande de rencontre avec Blaine Higgs. Le président de la FCENB a indiqué qu'une lettre a été envoyée et que la rencontre aura lieu lors de la prochaine réunion prévue les 24 et 25 février prochain.

8.3 PLOE – Programme de langues officielles en enseignement

Le président a fait un bref compte-rendu de la rencontre du 19 janvier qui a eu lieu à Fredericton au sujet du renouvellement en 2018 du Protocole d'entente relatif à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde. La directrice générale et la présidente de la FNCSF étaient présentes ainsi que les représentants du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance du Nouveau-Brunswick. Le but de cette rencontre était de demander l'appui du ministère dans ce dossier.

8.4 Rapport – Domaine de la petite enfance

Suite au forum de la petite enfance, ayant comme toile de fond le rapport intitulé «Valoriser les enfants, les familles et les services de garderie éducatifs », les présidents se sont rencontrés pour poursuivre leurs discussions. Le président a fait part au Conseil des grandes lignes de cette rencontre.

8.5 Ouverture officielle de l'école Les Éclaireurs

En raison des conditions météorologiques, l'ouverture officielle qui devait avoir lieu le 25 janvier a dû être reportée.

8.6 Clair 2017

La 8e édition du colloque « Voir l'éducation autrement » a eu lieu à Clair les 26, 27 et 28 janvier 2017. Ce colloque a permis d'échanger et de voir en action un milieu éducatif qui favorise l'utilisation des technologies au quotidien. Le président a partagé sa réflexion suite à sa participation au congrès.

8.7 Fédération des conseils d'éducation du Nouveau-Brunswick (FCENB)

Le président a demandé à monsieur Willy Wilondja s'il avait des informations à partager avec le Conseil. Le conseiller a fait un bref compte-rendu de la rencontre avec le ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance qui a eu lieu le 19 janvier où la FCENB a présenté les priorités de l'AGA. À cette occasion, le ministre a partagé sa vision de l'éducation.

8.8 Sommet sur l'éducation 2017

Le Sommet sur l'éducation 2017 de la FNCSF aura lieu du 4 au 6 mai en simultané à Moncton, Ottawa et Edmonton. Un appel de proposition a été lancé dans le but de recueillir des

présentations d'ateliers sur des pratiques innovatrices en salle de classe. L'adjointe de la direction générale fera parvenir l'information par courriel aux membres du Conseil. Le formulaire de proposition d'atelier doit être complété avant le 15 février.

8.9 Programme croisé à l'école Amirault

La directrice générale a mentionné que l'entente du programme croisé, d'une durée de 5 ans, avec l'Académie de Rouen en France et l'école Amirault de Dieppe, arrive à échéance cette année. Le DSF-S travaille présentement sur une nouvelle entente et l'ébauche du document sera envoyée aux membres du Conseil pour obtenir leur rétroaction avant de le finaliser.

9. Points d'information de la direction générale

9.1 Rapport financier – DSF-S

Le rapport financier en date du 31 décembre 2016 a été remis aux membres. Les points de pression sont toujours les mêmes, cependant on y voit une légère amélioration. Les budgets du transport et de l'électricité sont surveillés de près. Une discussion a eu lieu autour de la question de la suppléance et le directeur des services administratifs et financier a apporté des précisions.

2017-02-01 – CED – DSF-S – 434

Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu que le Conseil accepte le rapport financier en date du 31 décembre 2016, tel qu'il a été présenté. (Michel Côté, Marc LeBlanc)

Unanimité

9.2 Rapport financier – CED

Le rapport financier détaillé en date du 24 janvier 2017 a été remis aux membres.

2017-02-01 – CED – DSF-S – 435

Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu que le Conseil accepte le rapport financier en date du 24 janvier 2017, tel qu'il a été présenté. (Michel Collette, Gilles Cormier)

Unanimité

9.3 Suivi sur l'inondation à l'école LJR

La directrice générale informe le Conseil de l'inondation dans la chaudière à l'école LJR de Shédiac suite à la tempête de verglas. Cet incident a affecté le système de chauffage. Une compagnie est venue effectuer le nettoyage et réparer la chaudière de façon temporaire jusqu'à ce que le système permanent soit remplacé. Le directeur des services administratifs et financiers apporte quelques précisions et indique que les coûts reliés à cette panne seront pris en charge par le Ministère. Il souligne le travail exceptionnel fait par le secteur des bâtiments dans cette situation d'urgence.

10. Affaires Nouvelles

Aucun sujet n'a été ajouté à ce point de l'ordre du jour.

11. Date et lieu de la prochaine réunion ordinaire

La prochaine réunion aura lieu le mercredi 1er mars à l'école Sainte-Anne, 715 rue Priestman, Fredericton.

12. Levée de la séance

21 h 57

Paul Demers Président	Monique Boudreau Secrétaire